

JOURNAL OFFICIEL

DES

ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCÉANIE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 97
N° 23.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 10
NO NOEMA 1948.

ABONNEMENTS

UN AN SIX MOIS 3 MOIS

Etablissements français de l'Océanie.	120 fr.	65 fr.	40 fr.
France et territoires d'Outre-mer.....	125 fr.	70 fr.	40 fr.
Etranger.....	175 fr.	85 fr.	45 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : 5 francs.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.....	8 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne....	4 fr.
Annonces commerciales et avis divers.	10 fr.
Les mêmes renouvelées.....	5 fr.
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, sportives etc.....	5 fr.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

	Pages
1948 23 sept. Loi n° 48-1471, relative à l'élection des conseillers de la République. (Arrêté de promulgation n° 1349 a. p.a., du 3 novembre 1948).....	395
24 sept. Décret n° 48-1478, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 48-1471 du 23 septembre 1948 relative à l'élection des conseillers de la République. (Arrêté de promulgation n° 1343 a.p.a., du 3 novembre 1948).....	398

TEXTES OFFICIELS PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION

Circulaire ministérielle n° 41738 au sujet du dégagement volontaire des cadres des administrateurs et ouverture de droit à pension.....	405
---	-----

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

3 nov. Arrêté n° 1350 a.p.a., fixant certains détails d'exécution du décret n° 48-1478 du 24 septembre 1948, relatif à l'élection du Conseil de la République.....	406
--	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 1349 a.p.a., promulguant deux actes du pouvoir central.

(Du 3 novembre 1948.)

LE GOUVERNEUR DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCÉANIE,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont promulgués dans le territoire des Etablissements français de l'Océanie pour y être exécutés selon leurs forme et teneur :1^o) la loi n° 48-1471 du 23 septembre 1948 relative à l'élection des Conseillers de la République.2^o) le décret n° 48-1478 du 24 septembre 1948 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 48-1471 du 23 septembre 1948 relative à l'élection des Conseillers de la République.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 3 novembre 1948.

P. MAESTRACCI.

LOI n° 48-1471 relative à l'élection des conseillers de la République.

(Du 23 septembre 1948)

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE I^{er}

Composition du Conseil de la République.

Article 1^{er}. — Le Conseil de la République comprend 320 membres :1^o) 253 conseillers élus par les départements métropolitains et par les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion ;

- 2°) 14 conseillers élus par les départements algériens;
- 3°) 44 conseillers élus par les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle;
- 4°) 1 conseiller représentant les citoyens français résidant en Indochine;
- 5°) 5 conseillers représentant les citoyens français résidant en Tunisie et au Maroc, 2 pour la Tunisie et 3 pour le Maroc;
- 6°) 3 conseillers représentant les citoyens français résidant à l'étranger.

Art. 2. — Les membres du Conseil de la République sont élus pour six ans.

Le Conseil est renouvelable par moitié. A cet effet, les conseillers de la République sont répartis en deux séries, A et B, d'égale importance, suivant le tableau n° 4 annexé à la présente loi.

Le bureau procédera, en séance publique, dans le mois qui suivra son installation, au tirage au sort de la série qui sera renouvelée la première.

Art. 3. — La première élection des deux séries A et B sera effectuée le même jour.

Exceptionnellement, les mandats des conseillers figurant dans la première série sortante seront renouvelables en mai 1952; ceux figurant dans l'autre série seront renouvelables en mai 1955.

Le mandat des conseillers de la République commencera, après chaque renouvellement, le troisième mardi suivant leur élection, date à laquelle expirera le mandat des conseillers antérieurement en fonctions.

Art. 4. — Nul ne peut être élu conseiller de la République s'il n'est âgé de 35 ans révolus. Les causes d'inéligibilité et d'incompatibilité sont les mêmes que pour les élections à l'Assemblée nationale.

CHAPITRE III

Présentation des candidats au Conseil de la République.

Art. 21. — Dans les départements où il y a quatre sièges de conseillers et plus à pourvoir, et où s'appliquent les dispositions de l'article 27, les candidats d'une liste sont tenus de faire une déclaration revêtue de leur signature dûment légalisée. La liste doit comporter autant de noms qu'il y a de sièges à pourvoir.

La déclaration doit indiquer le titre de la liste, les nom, prénoms, date et lieu de naissance des candidats et leur ordre de présentation.

Une déclaration collective pour chaque liste peut être faite par un mandataire de celle-ci. Tout candidat peut compléter la déclaration collective non signée de lui, par une déclaration individuelle faite dans le délai prévu par l'article 22 de la présente loi et revêtue de sa signature légalisée.

Aucun retrait de candidature ne sera admis après la date limite de dépôt des candidatures.

En cas de décès de l'un des candidats d'une liste au cours de la campagne électorale, les candidats qui ont présenté la liste auront le droit de le remplacer, jusqu'à l'ouverture du scrutin, par un nouveau candidat au rang qui leur conviendra.

Art. 22. — Les candidatures multiples sont interdites: nul ne peut être candidat dans une même circonscription sur plusieurs listes, ni dans plusieurs circonscriptions.

Tout candidat doit faire une déclaration de candidature qui sera signée par lui et remise à la préfecture du département, pour le premier tour s'il s'agit d'un scrutin majoritaire, ou pour le tour unique, et dans les conditions prévues à l'article 21, s'il s'agit d'un scrutin proportionnelle, au plus tard le mercredi précédant le scrutin à 24 heures. Un récépissé provisoire sera remis au déposant et le récépissé définitif lui sera délivré après vérification.

Toute candidature présentée, entre le premier et le second tour, dans les départements où s'applique le scrutin majoritaire doit faire l'objet d'une déclaration signée du candidat.

CHAPITRE IV

Opérations électorales et attribution des sièges.

Art. 23. — L'élection des conseillers de la République, dans les départements métropolitains et dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, est soumise aux règles prévues ci-dessous.

Art. 24. — Le collège électoral se réunit au chef-lieu du département. Il est présidé par le président du tribunal civil assisté de deux juges audit tribunal, désignés par le premier président de la cour d'appel et des deux conseillers généraux les plus âgés présents à l'ouverture du scrutin et non candidats.

En cas d'empêchement, le premier président de la cour d'appel désignera des suppléants.

Art. 25. — Le bureau répartit les électeurs en sections de vote comprenant au moins 100 électeurs.

Il nomme le président de chacune de ces sections. Il statue sur toutes les difficultés et contestations qui peuvent s'élever au cours de l'élection.

Un représentant de chacun des candidats ou de chacune des listes de candidats est habilité, dans les conditions fixées par l'article 15 de la loi du 5 septembre 1947, à assister aux opérations de vote, de dépouillement et de recensement.

Art. 26. — Dans les départements qui ont droit à moins de quatre sièges de conseillers, l'élection a lieu au scrutin majoritaire à deux tours.

Nul n'est élu conseiller de la République au premier tour de scrutin, s'il ne réunit :

- 1° La majorité absolue des suffrages exprimés;
- 2° Un nombre de voix égal au quart des électeurs inscrits.

Au second tour de scrutin, la majorité relative suffit, et en cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est proclamé élu.

Art. 27. — Dans les départements qui ont droit à quatre conseillers de la République et plus, l'élection a lieu à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel.

Sur chaque liste, les sièges sont attribués aux candidats d'après l'ordre de présentation.

Art. 28. — Dans les départements où il n'y a qu'un seul tour de scrutin, celui-ci a lieu de neuf heures à quinze heures.

Dans les autres départements, le premier scrutin est ouvert à huit heures trente et clos à onze heures, le second est ouvert à quinze heures trente et clos à dix-sept heures trente.

Le recensement des suffrages est opéré par le bureau prévu à l'article 24 et les résultats du scrutin sont immédiatement proclamés par le président du collège électoral.

CHAPITRE V

Remplacement des conseillers de la République décédés, démissionnaires ou invalides.

Art. 29. — En cas de décès, de démission ou d'invalidation

d'un conseiller de la République élu dans la métropole ou dans l'un des départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, il est pourvu à la vacance dans le délai de deux mois et dans les conditions suivantes.

Art. 30. — Si le département compte moins de quatre sièges de conseillers de la République, une nouvelle élection devra être faite et le siège sera attribué au candidat qui aura obtenu soit la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de voix égal au quart des électeurs inscrits au premier tour de scrutin, ou la majorité relative au second tour de scrutin.

Art. 31. — Si le département compte quatre sièges de conseillers et plus, le bureau de recensement proclame élu le candidat ayant figuré sur la même liste que le conseiller à remplacer et venant immédiatement après le dernier élu de cette liste.

Art. 32. — Il ne sera pas pourvu à la vacance qui viendrait à se produire dans les six mois précédant le renouvellement d'une série du Conseil de la République, lorsque la vacance portera sur un siège appartenant à cette série.

CHAPITRE VI

De la propagande électorale.

Art. 33. — Des réunions électorales pour l'élection des conseillers de la République pourront être tenues à partir de la publication du décret de convocation des électeurs.

Les députés, conseillers de la République et conseillers généraux du département, les délégués des conseils municipaux et les suppléants, ainsi que les candidats peuvent, seuls, assister à ces réunions, s'il s'agit de l'audition et de la présentation des candidats.

Art. 34. — L'autorité municipale veillera à ce que nulle autre personne ne s'y introduise.

Les délégués et suppléants justifieront de leur qualité par un certificat du maire de la commune à laquelle ils appartiennent.

Art. 35. — Pour l'élection des conseillers de la République, chaque candidat ou chaque liste aura droit à une circulaire et à trois bulletins de vote par membre du collège électoral.

Les frais d'impression et de distribution des circulaires et des bulletins et le coût du papier sont à la charge de l'État pour les candidats remplissant les formalités prévues à l'alinéa suivant.

Chaque candidat ou chaque liste de candidats qui désire bénéficier des dispositions de l'alinéa précédent devra en faire la déclaration à la préfecture douze jours francs avant le jour de l'élection, et verser entre les mains du trésorier-payeur général agissant en qualité de préposé de la caisse des dépôts et consignations, un cautionnement de 10.000 F.

L'administration remettra l'un de ces bulletins au candidat lui-même et enverra le deuxième bulletin avec la circulaire à chaque membre du collège électoral, cinq jours au moins avant le jour du scrutin. Elle déposera le troisième bulletin à l'entrée de chaque bureau de vote.

Le cautionnement sera remboursé aux candidats ou aux listes de candidats qui auront recueilli, à l'un des tours de scrutin, au moins 5 p. 100 des suffrages exprimés, ou qui auront eu un élu.

Le candidat qui ne jouit pas des avantages subordonnés au dépôt du cautionnement peut déposer lui-même, ou par son mandataire, à l'entrée du bureau de vote et au début de chaque tour, autant de bulletins qu'il y a d'électeurs inscrits

dans chaque collège. Le format des bulletins est celui prévu pour les élections à l'Assemblée nationale.

Art. 36. — Un règlement d'administration publique déterminera les modalités d'application du présent titre.

TITRE IV

Election des conseillers de la République représentant les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle.

Art. 51. — Dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous-tutelle, les conseillers sont élus par les assemblées territoriales ou provinciales, ou par les sections de ces assemblées ainsi que par les députés représentant les territoires intéressés.

Lorsque le nombre des conseillers à élire par une assemblée territoriale ou provinciale votant au collège unique, ou par une section de ces assemblées, est inférieur à trois, l'élection a lieu au scrutin majoritaire à deux tours. Au premier tour, la majorité absolue est exigée. Au deuxième tour, la majorité relative suffit.

Lorsque le nombre des conseillers à élire par une assemblée territoriale ou provinciale votant au collège unique, ou par une section de ces assemblées, est supérieur à deux, l'élection a lieu à la représentation proportionnelle suivant la règle du plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel.

En ce qui concerne Madagascar, les cinq assemblées territoriales constitueront un corps électoral unique à deux sections. Le vote aura lieu le même jour, un dimanche, au siège de chaque assemblée. Le second tour, s'il est nécessaire, aura lieu le dimanche suivant.

Les quarante-quatre conseillers représentant les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle sont répartis conformément au tableau n° 3 annexé à la présente loi.

Les députés élus au titre de plusieurs territoires devront faire connaître, quinze jours au moins avant la date du scrutin, au nom de quel territoire ils désirent exercer leur droit de vote.

Les députés élus dans un ou plusieurs territoires où les conseillers de la République sont désignés au double collège exercent leur droit de vote dans la section qui correspond au collège qui les a élus. S'ils ont été élus au collège unique et s'ils n'appartiennent pas à l'assemblée du territoire où a lieu l'élection, ils exercent leur droit de vote dans la section de leur choix.

Art. 52. — Les membres des assemblées territoriales et les députés absents du territoire ou du groupe de territoires formant la circonscription électorale, le jour de l'élection, peuvent, sur leur demande et à titre exceptionnel, exercer leur droit de vote par procuration.

Art. 53. — En cas de décès, démission ou invalidation des conseillers de la République élus dans un territoire d'outre-mer ou des territoires sous tutelle, il est pourvu à la vacance par l'élection, dans un délai de deux mois, dans les mêmes conditions que dans la métropole. Les dates des élections partielles sont fixées par décret rendu sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer.

Art. 54. — Il ne sera pas pourvu aux vacances qui viendront à se produire dans les six mois précédant le renou-

vement d'une série du Conseil de la République, lorsque le siège vacant appartient à cette série.

Art. 61. — Un règlement d'administration publique fixera les conditions d'application des titres IV, V et VI de la présente loi.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 23 septembre 1948.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil
des ministres,
ministre des finances,
et des affaires économiques,*

HENRI QUEUILLE.

*Le Vice-président du conseil,
garde des sceaux, ministre
de la justice,*

ANDRÉ MARIE.

*Le ministre des affaires
étrangères,*

SCHUMAN.

Le ministre de l'intérieur,

JULES MOCH.

*Le ministre de la France
d'outre-mer,*

PAUL COSTE-FLORET.

TABLEAU N° 3.

Nombre de conseiller par territoire d'outre-mer ou territoire sous tutelle.

TERRITOIRE	ASSEMBLÉE	Collège unique	1 ^{re} section	2 ^e section
I. — Territoires d'outre-mer.				
Etablissements français de l'Océanie	Assemblée représentative.	1	»	»

TABLEAU N° 4.

Répartition des sièges, pour le renouvellement par moitié du Conseil de la République.

Sièges	SÉRIE A	Sièges	SÉRIE B
.....
.....	1	Etablissements français de l'Océanie
.....

DÉCRET n° 48-1478 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 48-1471 du 23 septembre 1948 relative à l'élection des conseillers de la République.

(Du 24 septembre 1948).

Le Président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, du vice-président du conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des affaires étrangères, du ministre de la France d'outre-mer et du secrétaire d'Etat au budget;

Vu la Constitution de la République française en date du 27 octobre 1946;

Vu l'ordonnance du 21 avril 1944, portant organisation des pouvoirs publics après la libération et les textes subséquents;

Vu les lois n° 46-2174 et 46-2175 des 4 et 8 octobre 1946, relatives à l'inéligibilité;

Vu la loi du 5 octobre 1946, relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale, ensemble le décret n° 46-2183 du 9 octobre 1946, fixant les modalités d'application du titre VI de ladite loi dans les territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer;

Vu la loi du 5 avril 1884, relative à l'organisation municipale et les textes qui l'ont modifiée ou complétée;

Vu la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947 fixant le régime général des élections municipales, ensemble le règlement d'administration publique du 18 septembre 1947;

Vu la loi n° 47-1733 du 5 septembre 1947 fixant le régime électoral pour les élections au conseil municipal de Paris et au conseil général de la Seine, ensemble le règlement d'administration publique du 21 février 1948;

Vu la loi n° 47-1853 du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie;

Vu les décrets du 25 octobre 1946 portant institution d'assemblées représentatives territoriales dans les territoires d'outre-mer;

Vu la loi n° 48-570 du 31 mars 1948 instituant le conseil général de la Haute-Volta;

Vu le décret n° 45-2786 du 9 novembre 1945 instituant un conseil représentatif à la Côte française des Somalis;

Vu la loi n° 48-1471 du 23 septembre 1948 relative à l'élection des conseillers de la République;

Le conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

TITRE 1^{er}

De l'élection des délégués des conseils municipaux et de leurs suppléants.

Article 1^{er}. — Nul ne peut être élu délégué ou suppléant s'il ne jouit de ses droits civils et politiques.

Art. 2. — Les suppléants remplaçant les délégués en cas de refus, décès, empêchement grave ou maladie de ceux-ci.

Art. 3. — Dans les communes qui sont représentées par au moins 15 délégués, tout conseiller ou groupe de conseillers municipaux peut présenter une liste de candidats comprenant un nombre de noms inférieur ou égal au total des délégués titulaires et suppléants à élire; ces listes de candidats doivent être déposées sur le bureau du conseil municipal avant l'ouverture de la séance réservée à l'élection des délégués et suppléants.

Art. 4. — Les listes de candidats ainsi déposées doivent indiquer :

1° Le titre de la liste présentée ;

2° Les nom, prénoms, domicile, date et lieu de naissance, ainsi que l'ordre de présentation des candidats.

Art. 5. — Dans les communes d'au moins 9.000 habitants ainsi que dans les communes du département de la Seine, soumises au régime de la représentation proportionnelle, les commissions municipales instituées à l'article 2 du décret du 21 février 1948 pris pour l'application de la loi du 5 septembre 1947, sur le régime générale des élections municipales, devront être réunies, le cas échéant, dans la semaine qui suit la publication du décret de convocation des collèges électoraux. Elles procéderont à l'attribution du ou des sièges vacants, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 5 septembre 1947 et de l'article 1^{er} du décret du 21 février 1948.

Art. 6. — Les personnes appelées à remplacer les députés ou conseillers généraux dans les conditions prévues à l'article 9, alinéa 2, de la loi, doivent être désignées préalablement à l'élection des délégués ou suppléants.

Le conseil municipal ratifie la présentation faite par le député ou conseiller général.

Dans le cas où le conseil municipal refuserait la ratification, le député ou conseiller général peut, dans les quarante-huit heures, suivant ce refus, faire une nouvelle présentation.

Le conseil municipal statuera sur cette seconde présentation dans la semaine qui suivra.

Les conseillers généraux qui sont en même temps députés à l'Assemblée nationale, doivent présenter un remplaçant avant l'élection des délégués et suppléants.

Le président du conseil général ratifie cette présentation dans les quarante-huit heures de l'élection des délégués et suppléants.

En cas de refus du président du conseil général il peut être procédé à une seconde présentation dans les conditions prévues à l'alinéa 3 du présent article.

Les désignations faites en vertu du présent article doivent être notifiées au préfet dans les quarante-huit heures.

Art. 7. — Les conseils municipaux sont convoqués par arrêté préfectoral, trois jours francs au moins avant l'élection des délégués.

L'arrêté préfectoral indique pour chaque commune le mode de scrutin ainsi que le nombre des délégués et suppléants à élire.

A cet effet, la population est décomptée sur la base du recensement de 1936 lorsque la commune a été, par arrêté du ministre de la reconstruction, reconnue sinistrée, et qu'en outre le dernier recensement y accuse, depuis celui de 1938, une diminution de population.

L'arrêté prévu au troisième alinéa du présent article fixe l'heure et le lieu de la réunion. Il est notifié par écrit à tous les membres du conseil municipal par les soins du maire et affiché à la porte de la mairie.

Art. 8. — Le bureau du conseil municipal forme le bureau électoral; la présidence appartient au maire; à défaut du maire, aux adjoints suivant leur ordre, à défaut d'adjoints aux conseillers dans l'ordre du tableau.

L'élection se fait sans débats au scrutin secret.

Art. 9. — Les communes de 3.500 habitants et moins élisent leurs délégués et leurs suppléants au scrutin majoritaire.

Les communes de plus de 3.500 habitants élisent leurs délégués et suppléants au scrutin de liste avec représentation proportionnelle dans les conditions ci-après :

1° Les communes de 3.501 à 8.999 habitants élisent tous leurs délégués et tous leurs suppléants ;

2° Les communes de 9.000 à 45.000 habitants, pour lesquelles tous les membres du conseil municipal sont délégués de droit, n'élisent que des suppléants ;

3° Les communes de plus de 45.000 habitants dont les conseillers municipaux sont délégués de droit, élisent en outre des délégués supplémentaires et des suppléants.

Art. 10. — Dans les communes de 3.500 habitants et moins, l'élection des délégués a lieu au scrutin majoritaire à trois tours : le vote par procuration est admis pour tous les conseillers municipaux dans les conditions prévues à l'article 51 de la loi du 5 avril 1884, modifiée par la loi du 6 septembre 1947 ;

Aux deux premiers tours, la majorité absolue est exigée ; au troisième tour, la majorité relative suffit. En cas d'égalité des voix, le plus âgé est élu.

Aussitôt après l'élection des délégués, le conseil municipal procède à l'élection des suppléants selon les mêmes formes.

Art. 11. — Dans les communes de plus de 3.500 habitants, l'élection des délégués et celle des suppléants ont lieu simultanément sur une même liste.

Les conseillers ne peuvent voter que pour une seule liste, sans adjonction ni radiation de noms et sans modifier l'ordre de présentation des candidats.

Tout bulletin ne remplissant pas les conditions ci-dessus énoncées est nul.

Les députés et conseillers généraux peuvent voter par procuration, conformément à l'article 51 de la loi du 5 avril 1884, modifiée par la loi du 6 septembre 1947 : soit, en cas de maladie dûment constatée, soit lorsqu'ils sont retenus hors de la commune par des obligations découlant de l'exercice de leur mandat ou de missions qui leur ont été confiées par le Gouvernement.

Art. 12. — Dans ces communes, le bureau attribue successivement les mandats de délégués et de suppléants, conformément aux dispositions des articles 13 et 14 du présent décret et procède à la proclamation des candidats élus.

Art. 13. — Le bureau détermine le quotient électoral, successivement pour les délégués et les suppléants, en divisant le nombre des suffrages exprimés dans la commune par le nombre des mandats de délégués puis par le nombre des mandats de suppléants.

Il est attribué à chaque liste autant de mandats de délégués et de mandats de suppléants que le nombre des suffrages de la liste contient de fois le quotient électoral correspondant.

Les mandats de délégués et ceux de suppléants non répartis par application des dispositions précédentes, sont attribués successivement aux listes qui comportent les plus grands restes.

Lorsqu'une liste a obtenu un nombre de voix inférieur au quotient, ce nombre de voix tient lieu de reste.

Au cas où il n'y a plus à attribuer qu'un seul mandat de délégué ou de suppléant, si deux listes ont le même reste, le mandat revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages.

Si les deux listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le mandat de délégué ou celui de suppléant est attribué au plus âgé des deux candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Art. 14. — Les candidats appartenant aux listes auxquelles des mandats de délégués et de suppléants ont été attribués par application de l'article 13 ci-dessus, sont proclamés élus dans l'ordre de présentation, les premiers délégués, les suivants, suppléants.

Art. 15. — Dans chaque commune, les résultats du scrutin sont rendus publics dès l'achèvement du dépouillement.

Les procès-verbaux de chaque commune sont arrêtés et signés et un extrait en est affiché à la porte de la mairie.

Le procès-verbal est transmis immédiatement au préfet par le maire.

Art. 16. — En cas de protestation portant sur la régularité des opérations électorales, conformément aux articles 16 et 17 de la loi, notification de cette protestation est faite sans délai par les soins du président du conseil de préfecture, aux délégués élus qui sont invités, en même temps, soit à déposer leurs observations écrites au greffe dudit conseil, avant la date de l'audience, soit à présenter à l'audience leurs observations orales. La date et l'heure de l'audience doivent être indiquées sur la convocation.

Le conseil de préfecture se prononce dans le délai de trois jours, à compter de l'enregistrement de la réclamation ou de la date du procès-verbal des opérations de vote : il la fait notifier aux parties intéressées et au préfet.

Art. 17. — Le recours au conseil d'Etat contre l'arrêté du conseil de préfecture doit être déposé à la préfecture ou à la sous-préfecture, dans un délai de quarante-huit heures.

Dans les quarante-huit heures de son dépôt, le recours au conseil d'Etat doit être notifié, par le préfet ou le sous-préfet, au défendeur, qui dispose de vingt-quatre heures pour présenter ses observations écrites.

Le préfet le transmet dans les vingt-quatre heures au conseil d'Etat, avec le dossier et ses observations.

Le conseil d'Etat statue d'urgence et sans frais. Il notifie aussitôt sa décision au ministre de l'intérieur et en envoie copie au préfet.

Le recours n'est pas suspensif.

Art. 18. — Dans les communes de 3.500 habitants et moins, en cas d'annulation de l'élection d'un délégué ou d'un suppléant, il est procédé à une nouvelle élection au jour qui sera fixé par arrêté préfectoral.

La publication de cet arrêté préfectoral tient lieu de convocation du conseil municipal.

Cet arrêté doit intervenir cinq jours au moins avant la date du scrutin.

Art. 19. — Dans les communes de plus de 3 500 habitants :

1° En cas d'annulation de l'élection d'un délégué ou d'un suppléant, il est procédé à la désignation d'un nouveau délégué ou d'un nouveau suppléant appartenant à la même liste ;

2° En cas d'annulation des élections dans leur ensemble, il est procédé à de nouvelles élections dans les conditions prévues à l'article précédent.

Art. 20. — Dans toutes les communes, dans le cas où le refus des titulaires et suppléants épuiserait le tableau, le préfet prend, cinq jours au moins avant la date du scrutin, un arrêté fixant de nouvelles élections.

Art. 21. — Dans les communes de plus de 3.500 habitants, si un délégué vient à décéder, à tomber malade ou à être gravement empêché avant l'élection des conseillers de la République, son mandat de délégué est attribué au suppléant de la même liste dans l'ordre de présentation.

Art. 22. — Dans la huitaine de l'élection, le préfet dresse le tableau des délégués et suppléants élus.

TITRE II

De l'élection des conseillers de la République.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 23. — L'élection des membres du conseil de la République dans les départements métropolitains et les départements d'outre-mer a lieu au jour fixé par le décret prévu à l'article 7 de la loi.

Art. 24. — Cinq jours au plus tard avant l'élection, le préfet dresse, par ordre alphabétique, la liste des électeurs du département.

Cette liste comprend les députés, les conseillers généraux et les délégués des communes ou, le cas échéant, leurs suppléants désignés dans les conditions prévues au titre I^{er} du présent décret.

La liste est communiquée à tout requérant. Elle peut être copiée et publiée.

Une carte d'un modèle spécial est adressée à chaque électeur par les soins du préfet.

DÉCLARATIONS DE CANDIDATURES

Art. 25. — Dans les départements où les conseillers sont élus à la représentation proportionnelle, les déclarations de candidatures prévues à l'article 21 de la loi ne peuvent être enregistrées que si elles indiquent :

1° Le titre de la liste présentée ;

2° Les nom, prénoms, date et lieu de naissance et l'ordre de présentation des candidats.

Plusieurs listes ne peuvent avoir, dans le département, le même titre.

Art. 26. — Les mandataires visés à l'article 21 de la loi doivent déposer les déclarations de candidatures, revêtues de la signature légalisée de chacun des candidats, lorsque ces derniers ont fait ensemble acte de candidature.

Si des candidats n'ont pu signer la déclaration collective, les mandataires sont tenus de déposer la liste revêtue de la signature légalisée d'un candidat au moins. Dans ce cas, il est donné au déposant un récépissé provisoire de la déclaration. Les autres candidats devront compléter chacun cette déclaration collective par une déclaration individuelle revêtue de leur signature légalisée dans le délai fixé à l'article 22 de la loi. Un récépissé définitif de déclaration de la liste est alors délivré au déposant, après vérification des conditions d'éligibilité, conformément à l'article 29 ci-après.

Art. 27. — Dans les départements qui ont droit à moins de quatre sièges de conseillers, les candidats peuvent se présenter soit isolément, soit sur une liste.

La déclaration ne peut être enregistrée que si elle indique les noms, prénoms, date et lieu de naissance de chacun des candidats.

Si, au cours de la campagne électorale, l'un des candidats figurant sur une liste vient à décéder, les candidats qui ont présenté la liste ont, jusqu'à l'ouverture du scrutin, le droit de le remplacer par un nouveau candidat.

Art. 28. — Dans tous les départements, un récépissé provisoire des déclarations de candidatures est remis par le préfet aux déposants.

Un récépissé définitif leur est délivré après vérification des conditions d'éligibilité, conformément à l'article 29 ci-après.

Pour les déclarations que les candidats ont à faire entre le premier et le second tour, il n'est pas délivré de récépissé définitif.

Art. 29. — En cas de contestation au sujet de l'enregistrement des candidatures, les candidats intéressés peuvent se pourvoir devant le conseil de préfecture, qui statue en dernier ressort dans les trois jours.

En application des dispositions de l'article 18 *quator*, de l'ordonnance du 21 avril 1944, portant organisation des pouvoirs publics après la Libération et des textes qui l'ont modifié, est interdit l'enregistrement de la candidature d'une personne ou d'une liste sur laquelle figure une personne tombant sous le coup des dispositions de l'article 18 de ladite ordonnance.

OPÉRATIONS ÉLECTORALES

Art. 30. — Quel que soit le nombre des membres du collège électoral, ceux-ci sont répartis par le bureau composé comme il est dit à l'article 25 de la loi, en sections de vote comprenant cent électeurs au moins.

La répartition a lieu par ordre alphabétique.

Les présidents et scrutateurs des sections autres que la première sont nommés par le bureau. Ils sont pris, ainsi que le secrétaire, parmi les électeurs de la section.

Art. 31. — Le président de chaque section a la police de l'assemblée qu'il préside.

Il exerce ses pouvoirs conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et notamment aux dispositions de l'article 11 du décret réglementaire du 2 février 1852.

Les membres du bureau et les électeurs composant le collège électoral du département ont seuls accès aux salles de vote.

Toutefois, tout candidat ou liste de candidats a le droit d'être représenté en permanence, dans chaque bureau de vote, par un délégué habilité à contrôler les opérations électorales dans les conditions prévues à l'article 15 de la loi du 5 septembre 1947.

Le bureau statue sur toutes les difficultés et contestations qui peuvent s'élever au cours de l'élection.

Art. 32. — Dans les départements où fonctionne le scrutin majoritaire à deux tours, le premier scrutin est ouvert à huit heures trente et clos à onze heures ; le second scrutin est ouvert à quinze heures trente et clos à dix-sept heures trente.

Dans les départements soumis au régime de la représentation proportionnelle, le scrutin est ouvert à neuf heures et clos à quinze heures.

Dans les deux cas, si le président du collège électoral constate que dans toutes les sections de vote, tous les électeurs ont pris part au vote, il peut déclarer le scrutin clos avant les heures fixées ci-dessus.

Le dépouillement suit immédiatement la clôture du scrutin. Les résultats des scrutins de chaque section sont centralisés et recensés par le bureau.

Le président du collège électoral procède immédiatement à la proclamation du ou des candidats élus et précise, dans le cas de scrutin majoritaire, s'il y a lieu à un nouveau scrutin.

Art. 33. — Dans les départements qui élisent au moins quatre conseillers de la République, il est fait application de la représentation proportionnelle avec répartition complémen-

taire suivant la règle de la plus forte moyenne, conformément aux dispositions ci-après.

Le bureau détermine le quotient électoral, en divisant le nombre de suffrages exprimés dans le département par le nombre des conseillers à élire.

Il est attribué à chaque liste autant de sièges de conseillers de la République que le nombre des suffrages de la liste contient de fois le quotient électoral. Les sièges de conseillers de la République non répartis par application des dispositions précédentes sont attribués selon la règle de la plus forte moyenne.

A cet effet, les sièges sont conférés successivement à celle des listes pour laquelle la division du nombre de suffrages recueillis par le nombre de sièges qui lui ont déjà été attribués, plus un, donne le plus fort résultat.

Au cas où il ne reste qu'un seul siège à attribuer, si deux listes ont la même moyenne, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages.

Si les deux listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le siège est donné au plus âgé des deux candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Art. 34. — Sont nuls et n'entrent pas en compte dans le calcul des suffrages exprimés, les bulletins émis au nom d'un candidat ou d'une liste de candidats dont la déclaration n'a pas été régulièrement enregistrée.

Dans les départements où les conseillers de la République sont élus suivant le système de la représentation proportionnelle, si la déclaration de candidature d'une liste sur laquelle figure un candidat inéligible a été néanmoins enregistrée, il est fait application du deuxième paragraphe de l'article 18 *quator* de l'ordonnance du 21 avril 1944, complété par l'ordonnance du 13 septembre 1945.

Dans les départements où fonctionne le scrutin majoritaire, les candidats inéligibles en vertu de l'ordonnance du 21 avril 1944, modifiée et complétée par les textes subséquents, ne peuvent être proclamés élus. S'ils ont obtenu la majorité absolue au premier tour de scrutin, il est procédé à un nouveau tour de scrutin pour l'attribution de leur siège. Au deuxième tour de scrutin, leur siège est dévolu au candidat qui a régulièrement obtenu le plus grand nombre de voix immédiatement après eux.

Art. 35. — Dans les départements qui comptent moins de quatre sièges de conseiller, lorsqu'une vacance par décès, démission ou invalidation a été constatée par le conseil de la République et notifiée au ministre de l'intérieur, un décret, pris sur le rapport de celui-ci dans les deux semaines qui suivent la vacance, fixe la date de l'élection complémentaire, ainsi que celle où doivent être choisis les délégués des conseils municipaux et leurs suppléants.

Art. 36. — Dans les départements qui comptent au moins quatre sièges de conseiller, lorsqu'une vacance a été constatée par le conseil de la République et notifiée au ministre de l'intérieur, celui-ci invite le préfet à convoquer le bureau de recensement, à l'effet de proclamer élu le candidat ayant figuré sur la même liste que le conseiller à remplacer et venant immédiatement après le dernier élu de cette liste.

Art. 37. — En application de l'article 20 de la loi, les membres du collège électoral qui auront pris part au scrutin bénéficieront, à l'occasion de leur déplacement au chef-lieu du département, d'une indemnité forfaitaire représentative de frais égale à l'indemnité pour frais de mission allouée aux personnels et agents de l'Etat du groupe I (chefs de famille),

soit pour une journée incomplète et une mission de douze heures, mais ne dépassant pas dix-huit heures, soit pour une journée complète.

Ils pourront également prétendre au remboursement de leurs frais de transport dans les mêmes conditions que les fonctionnaires de l'Etat visés à l'alinéa précédent.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux électeurs de droit qui reçoivent au titre de leur mandat une indemnité annuelle.

TITRE III

Propagande électorale.

Art. 38. — En application de l'article 35 de la loi, il est institué au chef-lieu de chaque département, quatre semaines avant la date des élections au Conseil de la République, une commission ainsi composée :

Un président du tribunal civil ou un magistrat désigné par le premier président de la cour d'appel, président ;

Le trésorier-payeur général ou son représentant ;

Un fonctionnaire de la préfecture désigné par le préfet ;

Le directeur départemental des postes ou son représentant ;

L'archiviste départemental ou son représentant ;

Un secrétaire, désigné par le préfet.

Chaque candidat ou chaque liste de candidats désigne un mandataire qui participe aux travaux de cette commission avec voix consultative.

La commission a son siège au chef-lieu du département.

Art. 39. — La commission est chargée :

a) De dresser la liste des imprimeurs agréés par elle pour procéder à l'impression des documents électoraux ;

b) De fournir les enveloppes nécessaires à l'expédition des circulaires et bulletins de vote et de faire préparer leur li-bellé ;

c) D'adresser cinq jours au plus tard avant le scrutin à tous les membres du collège électoral du département, titulaires ou suppléants, sous une même enveloppe fermée qui sera déposée à la poste et transportée en franchise, une circulaire accompagnée d'un bulletin de vote de chaque candidat ou de chaque liste de candidats ;

d) De mettre en place au lieu de l'élection et avant l'ouverture du scrutin, les bulletins de vote de chaque candidat ou liste de candidats en nombre au moins égal au nombre des membres du collège électoral et au plus égal au double de ce dernier nombre ;

e) Dans les départements où fonctionne le scrutin majoritaire, de mettre en place pour le deuxième tour de scrutin un nombre de bulletins en blanc correspondant au nombre d'électeurs inscrits et au nombre de candidats en présence.

Le jour du scrutin, les bulletins sont mis à la disposition de tous les électeurs dans les bureaux de vote.

La surveillance des bulletins est assurée par un employé désigné par la commission.

Art. 40. — Le format des circulaires est de 21x27 cm ; le format des bulletins de vote, de 20x12 cm.

Art. 41. — Les candidats individuels ou rattachés à une liste, qui ont déclaré vouloir bénéficier des dispositions prévues à l'article 35, 2^e alinéa, de la loi, font procéder eux-mêmes à l'impression de leurs bulletins et circulaires dans les conditions suivantes :

Après versement du cautionnement prévu à l'article 35 de la loi le mandataire de chaque candidat ou de chaque liste de candidats fait connaître au président de la commission le

nom de l'imprimeur qu'il a choisi sur la liste des imprimeurs agréés.

Le président lui remet un bon de commande à l'adresse de cet imprimeur, valable pour l'impression des bulletins et circulaires, en quantité égale à celle que fixe l'article 35 de la loi pour chacun de ces documents.

Le mandataire de chaque candidat ou liste qui a déclaré vouloir bénéficier des dispositions prévues à l'article 35, 2^e alinéa, de la loi remet au président de la commission les exemplaires de la circulaire et un double jeu de bulletins de vote sept jours au moins avant la date du scrutin.

Il a la faculté de remettre également tout ou partie du surplus des bulletins dont dispose la liste ou le candidat.

La commission n'est pas tenue d'assurer l'envoi des imprimés qui ne lui auraient pas été remis aux dates imparties.

Art. 42. — Dans les départements qui élisent moins de quatre conseillers, lorsque les candidats se présentent sur une liste, leur mandataires n'est tenu de verser qu'un seul cautionnement de 10.000 F.

Dans ce cas, la circulaire et les bulletins sont établis collectivement au nom de la liste.

Art. 43. — Les dépenses de papier, d'impression et de distribution des circulaires et bulletins de vote sont mandatées par les préfets.

Les sommes nécessaires au remboursement des dépenses résultant des élections dans la métropole et les départements d'outre-mer sont imputées sur les crédits ouverts à cet effet au ministère de l'intérieur.

.....
.....

TITRE V

Election des conseillers de la République représentant les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle.

CHAPITRE I^{er}

Dispositions générales.

Art. 53. — Les membres du Conseil de la République sont élus :

1^o Dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie, de Saint-Pierre et Miquelon, des Comores ainsi que dans les territoires du groupe de l'Afrique occidentale française, par le conseil général et par les députés représentant les territoires intéressés :

2^o Dans les Etablissements français de l'Inde, dans les Etablissements français de l'Océanie et dans les territoires sous tutelles du Cameroun et du Togo, par l'assemblée représentative et par les députés représentant les territoires intéressés.

3^o Dans les territoires du groupe de l'Afrique équatoriale française et de la Côte française des Somalis, par le conseil représentatif et par les députés représentant les territoires intéressés.

Art. 54. — Pour procéder aux élections, les assemblées sont convoquées en session extraordinaire à leur siège par arrêté du chef du territoire publié vingt jours au moins avant la date du scrutin.

Art. 55. — Quand il y a deux sièges à pourvoir, l'élection a lieu au scrutin de liste majoritaire à deux tours. Quand il n'y a qu'un siège à pourvoir, l'élection a lieu au scrutin uninominal majoritaire à deux tours ;

Au premier tour de scrutin, nul n'est élu s'il n'a réuni la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de voix égal au quart des électeurs inscrits. Au deuxième tour, l'élection a lieu à la majorité relative. Si plusieurs candidats obtiennent le même nombre de suffrages, le plus âgé est proclamé élu.

Art. 56. — Quand il y a plus de deux sièges à pourvoir, l'élection a lieu au scrutin de liste avec représentation proportionnelle.

Chaque électeur dispose d'un suffrage de liste à donner à l'une des listes en présence.

Les électeurs ne peuvent voter que pour une liste complète, sans radiation ni adjonction de noms et sans modifier l'ordre de présentation des candidats. Est nul tout bulletin ne remplissant pas ces conditions. Les sièges sont répartis entre les diverses listes en présence, suivant la règle du plus fort reste.

A cet effet, le bureau détermine le quotient électoral en divisant le nombre des suffrages exprimés par le nombre de siège à pourvoir. Il est attribué à chaque liste autant de sièges que le nombre de suffrages de la liste contient de fois le quotient électoral. Les sièges non répartis par application des dispositions précédentes sont attribués successivement aux listes qui comportent les plus forts restes.

Lorsqu'une liste a obtenu un nombre de voix inférieur au quotient, ce nombre de voix tient lieu de reste.

Au cas où il n'y a plus qu'un siège à attribuer si deux listes ont le même reste le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages.

Si les deux listes en cause ont recueilli le même nombre de suffrages le siège est attribué au plus âgé des deux candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Les candidats appartenant aux listes auxquelles les sièges ont été attribués par application des dispositions précédentes sont proclamés élus dans l'ordre de présentation.

CHAPITRE II

Déclarations de candidature.

Art. 57. — Pour être candidat au Conseil de la République il faut être âgé d'au moins trente-cinq ans et avoir l'exercice des droits politiques.

Les inéligibilités et incompatibilités sont celles prévues pour l'élection des députés des territoires d'outre-mer à l'Assemblée nationale.

Art. 58. — Quand l'élection a lieu au scrutin majoritaire, toute candidature fait l'objet, au plus tard le septième jour précédant le scrutin, d'une déclaration enregistrée au gouvernement du territoire et revêtue de la signature légalisée du ou des candidats. Aux Comores, les déclarations sont enregistrées au bureau de l'administrateur supérieur. A défaut de signature, une procuration du candidat doit être produite. Toute liste doit comporter un nombre de candidats au plus égal à celui des candidats à élire.

Il est donné au déposant un reçu provisoire de la déclaration; le récépissé définitif est délivré dans les trois jours du dépôt si la déclaration est conforme aux prescriptions du présent décret et à celles des lois en vigueur.

La déclaration doit mentionner :

1° Les nom, prénoms, date et lieu de naissance des candidats ;

2° Le territoire dans lequel la candidature est présentée ;

3° S'il y a lieu, le collège électoral devant lequel la candidature est présentée ;

En cas de décès d'un candidat pendant la période de sept jours précédant le scrutin, les candidats figurant sur la même liste ont le droit de le remplacer par un nouveau candidat.

Art. 59. — Quand l'élection a lieu sous le régime de la représentation proportionnelle, les déclarations de candidatures sont faites sous la forme de liste. Toute liste fait l'objet, au plus tard le septième jour précédant le scrutin, d'une déclaration revêtue de la signature légalisée de tous les candidats et déposée au gouvernement du territoire. A défaut de signature, une procuration du candidat doit être produite.

Il est donné aux déposants un reçu provisoire de la déclaration; le récépissé définitif est délivré dans les trois jours du dépôt si la déclaration est conforme aux prescriptions du présent décret et à celles des lois en vigueur.

La déclaration doit mentionner :

1° Les nom, prénoms, date et lieu de naissance et l'ordre de présentation des candidats ;

2° Le territoire dans lequel la liste est présentée ;

3° S'il y a lieu, le collège électoral devant lequel la candidature est présentée.

Toute liste doit, à peine de nullité, comporter un nombre de noms de candidats égal à celui des sièges à pourvoir.

Aucun retrait de candidature n'est admis après le dépôt de la liste; en cas de décès d'un candidat après le dépôt de la liste, les candidats figurant sur la liste ont le droit de le remplacer par un nouveau candidat au rang qui leur convient.

Art. 60. — Nul ne peut être candidat dans plus d'un territoire ou sur plus d'une liste ou devant plus d'un collège électoral.

Nul ne peut être candidat dans un territoire d'outre-mer s'il est candidat en France métropolitaine ou dans les départements de l'Algérie, de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de la Réunion, ou dans un autre pays de l'Union française.

Art. 61. — Aucune candidature présentée en violation des dispositions du présent titre ou par un candidat inéligible d'après l'article 18 de l'ordonnance du 21 avril 1944, portant organisation des pouvoirs publics après la libération, et les textes qui l'ont modifiée, ne sera enregistrée.

Les suffrages obtenus par un candidat dont la candidature n'est pas enregistrée ou par une liste qui n'a pas été enregistrée sont nuls et n'entrent pas en compte dans le calcul des suffrages exprimés.

En cas de contestation au sujet de l'enregistrement d'une candidature, le candidat intéressé peut se pourvoir devant le conseil du contentieux administratif, qui statue en dernier ressort dans les trois jours.

Si la candidature d'une personne inéligible ou d'une liste sur laquelle figure une personne inéligible, d'après l'article 18 de l'ordonnance du 21 avril 1944 précitée et les textes qui l'ont modifiée, a été cependant enregistrée, soit par suite d'une erreur matérielle, soit parce que l'inéligibilité n'était pas connue à la date de l'enregistrement ce ou ces candidats peuvent être proclamés élus.

CHAPITRE III

Opérations électorales.

Art. 62. — Pour l'élection des conseillers de la République

les membres de l'assemblée constituent un collège unique où sont groupés dans deux collèges correspondant respectivement aux deux sections de cette assemblée, conformément au tableau annexé à la loi.

Le bureau de vote est composé du membre le plus âgé de l'assemblée ou de la section, président, et des deux membres les plus jeunes de l'assemblée ou de la section présents à l'ouverture du scrutin.

Les candidats ne peuvent être appelés à faire partie du bureau qu'à défaut d'autres membres de l'Assemblée.

Art. 63. — Le président du bureau de vote a la police des opérations électorales. Le bureau statue sur toutes les difficultés et contestations qui peuvent s'élever au cours de ces opérations.

Art. 64. — Le vote a lieu au scrutin secret. Peuvent seuls assister aux opérations électorales chacun des candidats ou son représentant.

Art. 65. — Le scrutin ne dure qu'un seul jour. Dans le cas de scrutin à deux tours, le premier tour a lieu le matin, le second l'après-midi.

Les heures d'ouverture et de clôture du ou des scrutins sont fixées par arrêté du chef du territoire. Toutefois, si le président du bureau constate que tous les électeurs inscrits sur la liste de son bureau ont pris part au vote, il peut déclarer le scrutin clos avant l'heure fixée.

Art. 66. — Les résultats du scrutin sont recensés par le bureau et proclamés immédiatement par le président du bureau. Chaque opération de recensement est constatée par un procès-verbal qui est transmis au chef du territoire avec les pièces y annexées.

Art. 67. — Quand l'élection a lieu au scrutin majoritaire les bulletins sont valables bien qu'ils portent plus ou moins de noms qu'il n'y a de membres du Conseil de la République à élire. Les derniers noms inscrits au delà de ce nombre ne sont pas comptés.

Art. 68. — Les bulletins blancs ou illisibles, ceux qui ne contiennent pas une désignation suffisante du candidat ou de la liste choisie, ceux qui portent un signe de reconnaissance ou l'une des modifications prévues à l'alinéa 3 de l'article 56 ci-dessus, les bulletins émis au nom d'un candidat ou d'une liste de candidats dont la déclaration n'a pas été régulièrement enregistrée et ceux émis au nom d'un candidat tombant sous le coup des dispositions de l'article 18 de l'ordonnance du 21 avril 1944 et des textes qui l'ont modifié sont nuls et n'entrent pas en compte dans le calcul des suffrages exprimés, ils sont annexés au procès-verbal.

CHAPITRE IV

Vote par procuration.

Art. 69. — Les députés ou membres des assemblées territoriales, s'ils sont, le jour de l'élection, absents du territoire ou du groupe de territoires formant la circonscription électorale peuvent, sur leur demande et à titre exceptionnel, exercer leur droit de vote par procuration.

Art. 70. — La demande, revêtue de la signature légalisée de l'intéressé, est adressée au chef du territoire, qui la transmet immédiatement au président de l'assemblée territoriale. Elle doit préciser que l'intéressé sera, le jour de l'élection, absent du territoire ou du groupe de territoires formant la circonscription électorale.

Art. 71. — La procuration est rédigée sur papier non timbré et revêtue de la signature légalisée de l'intéressé. Elle

ne peut être établie qu'au profit d'un député ou d'un membre de l'assemblée territoriale devant prendre part au scrutin dans la même assemblée et le même collège électoral que le mandant. Cette procuration est irrévocable. Cependant, dans le cas où le mandant se présente personnellement pour participer au scrutin, la procuration est révoquée de plein droit, à moins qu'elle n'ait déjà été utilisée.

Art. 72. — Le mandataire n'est admis à voter que s'il présente la procuration.

CHAPITRE V

Participation des députés au scrutin.

Art. 73. — Les députés élus au titre de plusieurs territoires doivent faire connaître, quinze jours au moins avant la date du scrutin, au nom de quel territoire ils désirent exercer leur droit de vote. La déclaration d'option doit être revêtue de la signature légalisée de l'intéressé. Elle est adressée au chef du territoire, qui la transmet immédiatement au président de l'assemblée territoriale.

Art. 74. — Les députés élus dans un ou plusieurs territoires où les conseillers de la République sont désignés au double collège exercent leur droit de vote dans la section qui correspond au collège qui les a élus.

S'ils ont été élus au collège unique et s'ils n'appartiennent pas à l'assemblée du territoire où a lieu l'élection, ils doivent faire connaître, quinze jours au moins avant la date du scrutin, dans quelle section ils désirent exercer leur droit de vote. La déclaration d'option doit être revêtue de la signature légalisée de l'intéressé. Elle est adressée au chef du territoire, qui la transmet immédiatement au président de l'assemblée territoriale.

Art. 75. — Les députés qui ne sont pas conformés aux dispositions du présent chapitre ne peuvent être admis au scrutin.

Art. 76. — Les députés qui sont également membres des assemblées territoriales exercent leur droit de vote à chacun de ces titres.

CHAPITRE VI

Dispositions diverses.

Art. 77. — Les candidats font imprimer ou établissent à leurs frais les bulletins de vote et circulaires électorales, qui sont remis par les soins de l'administration aux électeurs inscrits, à raison de quatre bulletins de vote et de deux circulaires électorales au maximum par électeur.

Le versement d'un cautionnement n'est pas exigé des candidats. Les dépenses de propagande électorale sont à leur charge.

Un arrêté du gouverneur général pour les territoires groupés, du haut commissaire de la République, du commissaire de la République, du gouverneur ou de l'administrateur pour les territoires non groupés détermine, en tant que de besoin, les autres modalités de la propagande électorale.

Art. 78. — Les électeurs peuvent utiliser l'un des bulletins de vote imprimés ou établis par les soins des candidats ou écrire eux-mêmes leur bulletin.

Art. 79. — Sur tous les points qui ne sont pas réglés par la loi ou par le présent décret, les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur dans les territoires d'outre-mer pour l'élection des députés à l'Assemblée nationale sont applicables aux élections visées par le présent décret.

Art. 80. — La date des élections est fixée par décret pris sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer.

Art. 81. — Il est pourvu aux vacances conformément aux dispositions des articles 53 et 56 de la loi et à celles du présent décret.

TITRE IX

Disposition transitoire.

Art. 103. — La date de réunion du nouveau Conseil de la République sera fixée par décret.

Le ministre de l'intérieur, le vice-président du conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des affaires étrangères, le ministre de la France d'outre-mer, le secrétaire d'Etat au budget, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 septembre 1948.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de l'intérieur,

JULES MOCH.

*Le vice-président du conseil,
garde des sceaux, ministre de la justice,*

ANDRÉ MARIE.

*Le ministre des affaires
étrangères,*

SCHUMAN.

Le ministre de la France d'outre-mer,

PAUL COSTE-FLORET.

*Le secrétaire d'Etat
au budget,*

ALAIN POHER.

Textes officiels publiés à titre d'information.

CIRCULAIRE n° 41738.

Le Ministre de la France d'outre-mer à

Messieurs les Chefs de Territoires d'outre-mer ;

Messieurs les Chefs du Service Colonial de Marseille et Bordeaux ;

Messieurs les Directeurs, Inspecteurs généraux et Chefs des services relevant du Département et des Territoires d'outre-mer, en France et en Afrique du Nord ;

Messieurs les Administrateurs en disponibilité, hors cadres en service détaché et en congé de longue durée.

Objet : Dégagement volontaire des cadres des Administrateurs et ouverture du droit à pension.

La loi du 3 septembre 1947 modifiée le 22 juillet 1948 portant dégagement des cadres des fonctionnaires de l'Etat accorde aux agents qui demandent à quitter volontairement les cadres, un droit spécial à pension et, sous certaines réserves, une bonification de quatre années s'ajoutant aux services à liquider.

Ma circulaire n° 21.003 en date du 10 mai 1948 vous a signalé que des mesures de dégagement doivent intervenir

prochainement dans les cadres des Administrateurs des Colonies et des Administrateurs des Services Civils de l'Indochine.

Il est évident qu'il est préférable de favoriser les départs volontaires que de recourir à des dégagements d'office. En conséquence, la présente circulaire a pour objet de définir, aussi exactement que possible, les conditions à remplir par les Administrateurs qui désirent quitter le service, telles qu'elles résultent des instructions du Ministre des Finances (Circulaires en date des 2 avril 1948 et 4 juin 1948 - J.O. des 3 avril et 11 juin).

Etant donné que les deux cadres susvisés sont soumis à des régimes de pension différents, leurs cas respectifs seront exposés séparément.

A. - Administrateurs des Colonies.

Peuvent demander à bénéficier de la loi du 3 septembre 1947 modifiée le 22 juillet 1948 :

1°- Ceux qui totalisent vingt-cinq ans de services effectifs civils et militaires dont quinze ans accomplis dans les services actifs ou de la catégorie B.

Il est rappelé que les Administrateurs des Colonies ont été classés dans la catégorie B depuis le 1^{er} avril 1932 et que, d'autre part, les quinze ans ainsi exigés sont indépendants du lieu où ils ont été accomplis.

2°- Ceux qui, ne justifiant pas de ces quinze ans dans la catégorie B, totalisent trente ans de services effectifs civils et militaires.

3°- Les Administrateurs qui, justifiant de quinze ans de services actifs ou de la catégorie B, totalisent au moins vingt-et-une annuités admissibles pour la constitution du droit à pension.

Il est spécialement signalé que la bonification coloniale (1/3 des services en mer et à la colonie, sans distinction d'origine du bénéficiaire) ne permet de déduire ces vingt-et-une annuités que jusqu'à concurrence d'un cinquième c'est-à-dire de 4 ans, 2 mois, 12 jours.

Exemple (chiffres minima) :

Services effectifs civils et militaires.....	16 a. 9 m. 18 j.
Bonification coloniale.....	4 a. 2 m. 12 j.
Total.....	21 annuités.
Bonification loi du 3 septembre 1947.....	4
Total.....	25 annuités.

En d'autres termes, il faut réunir au minimum 16 ans 9 mois 18 jours de services effectifs lesquels doivent évidemment comporter au moins 12 ans 7 mois 6 jours de services en mer et à la colonie, pour pouvoir demander le bénéfice de la pension acquise à 25 ans de services.

4°- Les Administrateurs qui, ne justifiant pas de quinze ans de services actifs ou de la catégorie B, totalisent au moins vingt-six annuités admissibles pour la constitution du droit à pension.

Exemple (chiffres minima) :

Services effectifs civils et militaires.....	20 a. 9 m. 18 j.
Bonification coloniale.....	5 a. 2 m. 12 j.
Total.....	26 annuités.
Bonification loi du 3 septembre 1947.....	4
Total.....	30 annuités.

Dans cet exemple, il faut réunir au minimum 20 ans 9 mois

18 jours de services effectifs, lesquels doivent comporter 15 ans 7 mois 6 jours de services en mer et à la colonie.

Il est rappelé qu'un Administrateur susceptible de totaliser 26 annuités peut fort bien avoir accompli plus de 15 ans en mer et à la colonie et ne pas justifier cependant de 15 ans de services actifs ou de la catégorie B. Ce peut être le cas, notamment, d'un Administrateur provenant d'un autre cadre. Il relève alors du droit à pension à 30 ans de services.

B. — Administrateurs des services civils de l'Indochine.

Ce cadre est assujéti au régime des pensions de la Caisse Intercoloniale de retraites. Sous ce régime le droit à pension à 25 ans de services est subordonné à la condition de totaliser quinze ans de présence dans les Territoires suivants, appelée Territoires du groupe B :

Afrique Occidentale Française et Togo,
 Afrique Equatoriale Française et Cameroun,
 Madagascar et Dépendances,
 Indochine et Etablissements Français dans l'Inde,
 Somalis,
 Guyane,
 Nouvelles-Hébrides.

Il ne s'agit donc plus ici de prendre en considération la nature des services (actif ou sédentaire) mais le lieu où ils ont été effectués.

Il convient alors en ce qui concerne les Administrateurs des Services Civils de l'Indochine, de remplacer l'expression "services actifs ou de catégorie B" par "services accomplis dans les Territoires du Groupe B".

Il y a lieu d'autre part d'appliquer, le cas échéant, la bonification de moitié (et non du tiers) aux services en Indochine étant entendu qu'elle n'est accordée qu'aux originaires d'Europe.

1^{er} cas : plus de 15 ans dans les Territoires B.

En raison de la règle du cinquième exposée plus haut la bonification coloniale ne peut jouer qu'à concurrence de 4 ans 2 mois 12 jours pour ouverture du droit à pension.

2^{me} cas : moins de quinze ans dans les Territoires B.

Les 20 ans 9 mois 18 jours de services effectifs devront comporter au moins 10 ans 4 mois 24 jours de présence dans les Territoires B.

* * *

Une réserve doit être faite au sujet de la bonification de 4 annuités. Aux termes de l'article 8 de la loi du 3 septembre 1947, cette bonification peut être réduite, le cas échéant, au nombre d'années de services que les intéressés auraient à accomplir jusqu'à la limite d'âge de leur emploi.

* * *

Aux termes des instructions précitées du 4 juin 1948 peuvent être déposées les demandes des fonctionnaires en disponibilité, en congé de longue durée, détachés auprès d'une autre Administration ou hors cadre. Les instructions précisent que ces demandes peuvent être acceptées en surnombre.

* * *

Enfin, une autre catégorie de fonctionnaires peut demander à quitter les cadres, étant toutefois entendu que les intéressés ne sauraient éventuellement prétendre qu'à une indemnité de licenciement. Ce sont les agents qui comptent

moins de quinze ans de *services effectifs*, la bonification coloniale ne pouvant intervenir en aucun cas pour parfaire les 15 ans ainsi exigés (Cf. Circulaire Finances du 31 décembre 1947, article 8, J. O. du 2 janvier 1948).

Il est en outre précisé que serait refusée toute demande émanant d'un agent dont le licenciement ne pourrait devenir effectif qu'après la date à laquelle il totaliserait quinze ans de services.

Je vous signale que les demandes tendant à bénéficier des mesures de dégagement des cadres devront parvenir au Département, par la voie hiérarchique, sous le timbre, "Direction du Personnel - 2^e Bureau" avant le 1^{er} décembre 1948.

Je vous prie de donner la plus large diffusion, tant par la voie des publications officielles, que par celle des organismes professionnels, à la présente circulaire qui, devra faire l'objet d'un accusé de réception de votre part, dès qu'elle vous sera parvenue.

Pour le ministre et par son ordre :

Le Chef adjoint du Cabinet,

Signé : VALLERY-RADOT.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ n° 1350 a.p.a., fixant certains détails d'exécution du décret n° 48-1478 du 24 septembre 1948, relatif à l'élection au Conseil de la République.

(Du 3 novembre 1948).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie, et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 24 septembre 1948 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 48-1471 du 23 septembre 1948, relative à l'élection des Conseillers de la République, notamment ses articles 58 et 77 ;

Vu l'arrêté n° 1252 f.c. du 30 septembre 1948 convoquant l'Assemblée Représentative en session extraordinaire pour procéder à l'élection du représentant des Etablissements français de l'Océanie au Conseil de la République,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les déclarations de candidature au Conseil de la République devront être déposées, dans les conditions prévues par le décret susvisé du 24 septembre 1948, au bureau du Chef de Cabinet du Gouverneur.

Art. 2. — Les bulletins de vote et circulaires des candidats devront être déposés au Service des Affaires Politiques et Administratives au plus tard le 17 décembre 1948. — Bulletins de vote et circulaires seront remis par l'Administration aux électeurs.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 3 novembre 1948.

P. MAESTRACCI.